

**N° DP 24/826**

## **DECISION DU PRESIDENT**

**ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 14 000 €  
POUR L'ANNEE 2024 A L'ASSOCIATION LES RESTAURANTS DU  
CŒUR DU VAR AU TITRE DE SES ACTIONS DE LUTTE CONTRE LA  
PRECARITE ALIMENTAIRE**

### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,

**VU** le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis de la Commission Politique de la Ville et Equilibre Social de l'Habitat du 3 septembre 2024,

**VU** le projet de convention, ci-annexé,

**CONSIDERANT** que dans le cadre de ses compétences en matière de solidarités et de lutte contre la précarité alimentaire et d'aide aux jeunes, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles,

**CONSIDERANT** la conjoncture actuelle, avec la hausse des dépenses énergétiques, de l'inflation des prix des denrées, de l'accroissement du nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée poursuit son engagement dans la lutte contre la précarité alimentaire,

**CONSIDERANT** qu'à ce titre, Les Restaurants du Cœur du Var, acteurs majeurs pour la distribution de l'aide alimentaire s'engagent, dans une démarche de solidarité, à apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies et plus particulièrement des jeunes,

**CONSIDERANT** que cette aide vise notamment à aider et à apporter, sur le territoire de la métropole, une assistance bénévole aux jeunes de 18 à 25 ans en difficulté, en luttant contre la pauvreté et l'exclusion, notamment dans le domaine alimentaire par la distribution de denrées, et de manière générale par une action vers l'insertion dans la vie sociale et l'activité économique.

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ATTRIBUER** à l'association Les Restaurants du Cœur du Var une subvention de 14 000 euros (quatorze mille euros) pour l'année 2024, dans le cadre de la lutte contre la précarité alimentaire.

### **ARTICLE 2**

**DE SIGNER** la convention, ci-annexée, avec l'association Les Restaurants du Cœur du Var.

### **ARTICLE 3**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits à l'opération 5224 « Précarité alimentaire », article 65748 du Budget Principal 2024.

La présente Décision sera

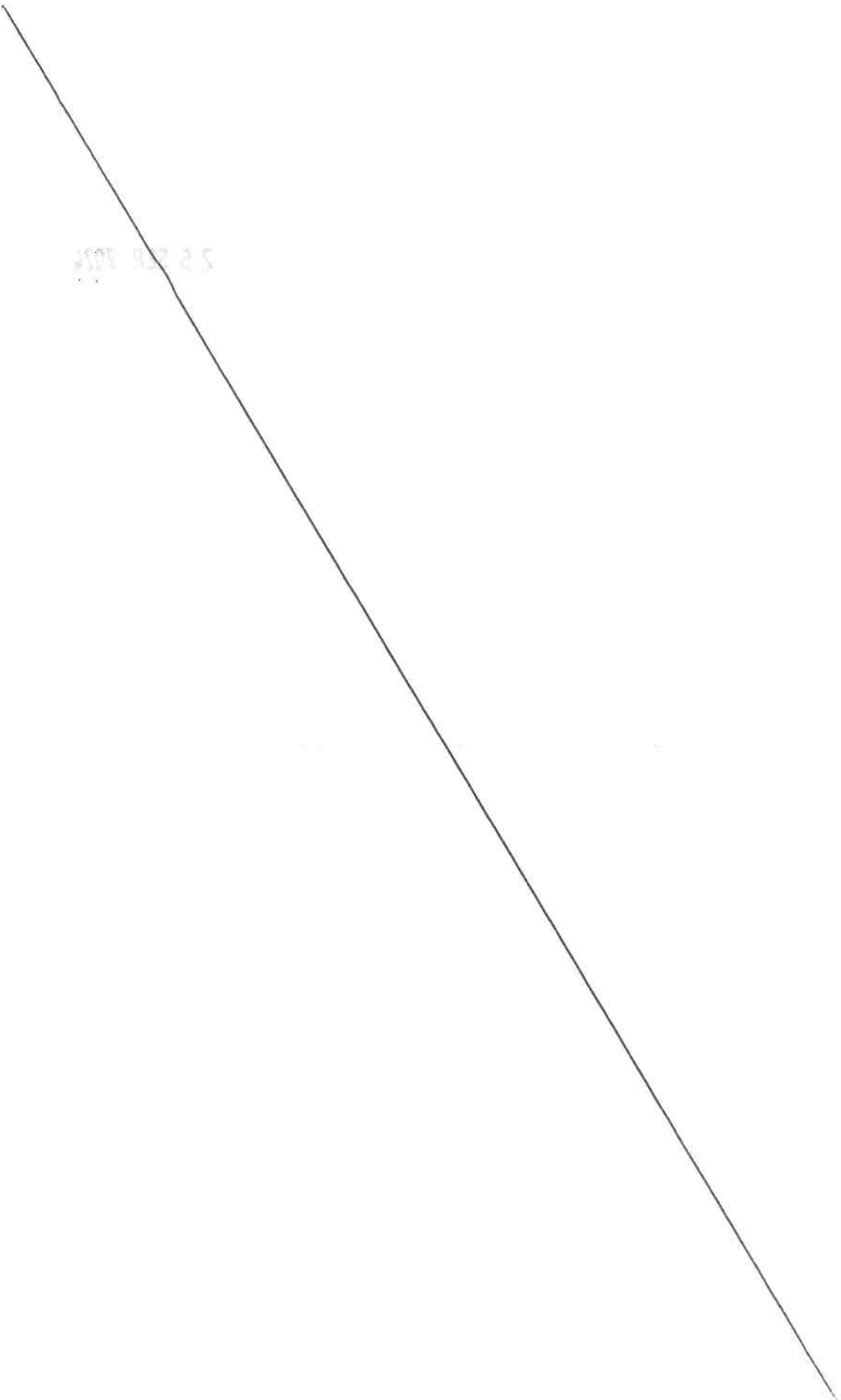
- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **25 SEP. 2024**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





# **Convention annuelle d'objectifs Les Restaurants du Cœur du Var**

## **Entre :**

- La Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par la Décision Président n° en date du 2024.

## **Ci-Après désignée « La Métropole »,**

## **Et**

- L'association Les Restaurants du Cœur du Var, régie par la loi du 1<sup>er</sup> juillet 1901, ayant son siège Z.I. La Garde, 277 avenue Joseph-Louis Lambot, B.P. 80558, 83042 TOULON Cédex 9, représentée par Madame Sophie SPILLIAERT, agissant en qualité de Présidente et habilitée à cet effet par les statuts de l'association.

## **Ci-Après désignée « Les Restaurants du Cœur du Var »,**

## **Il est préalablement exposé ce qui suit :**

Dans le cadre de ses compétences en matière de solidarités et de lutte contre la précarité alimentaire et d'aide aux jeunes, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

A ce titre, et compte tenu de l'intérêt des actions menées par Les Restaurants du Cœur du Var, acteurs majeurs pour l'amélioration des conditions de vie des jeunes et l'accès à une alimentation de qualité, la Métropole s'engage à soutenir financièrement les actions des Restaurants du Cœur du Var.

## **Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :**

### **ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole aux actions des Restaurants du Cœur du Var, qu'ils s'engagent à mettre en œuvre à leur initiative et sous leur responsabilité pour l'année 2024.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

### **ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION**

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2024.

### **ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DES RESTAURANTS DU CŒUR DU VAR**

Les Restaurants du Cœur du Var s'engagent, dans une démarche de solidarité, à apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies et en particulier des jeunes, en partenariat avec des associations et organismes sociaux.

Ce soutien vise à aider et à apporter, sur le territoire de la métropole, une assistance bénévole aux jeunes de 18 à 25 ans en difficulté, en luttant contre la pauvreté et l'exclusion, notamment dans le domaine alimentaire par la distribution de denrées, et de manière générale par une action vers l'insertion dans la vie sociale et l'activité économique.

Ils s'engagent par ailleurs à :

- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. L'Association informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

#### **ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE**

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2024, Les Restaurants du Cœur du Var à hauteur de 14 000 euros.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2024.

#### **ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION**

La participation financière de 14 000 euros sera versée aux Restaurants du cœur du Var selon les modalités suivantes :

- Un versement total de 14 000 € (quatorze mille euros) à la notification de la convention.

Les Restaurants du Cœur du Var devront adresser à la Métropole TPM un bilan quantitatif et qualitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois après l'année échue.

Les Restaurants du Cœur du Var devront par ailleurs fournir à la Métropole TPM, au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice, les pièces justificatives suivantes :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059\*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées.
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par les Restaurants du Cœur du Var lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DES RESTAURANTS DU CŒUR DU VAR**

Les Restaurants du Cœur du Var adoptent un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

Les Restaurants du Cœur du Var doivent faire approuver et certifier conforme leurs comptes par leur Présidente.

Les Restaurants du Cœur du Var valorisent et précisent les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans leurs comptes annuels.

Les Restaurants du Cœur du Var doivent communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

## **ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, Les Restaurants du Cœur du Var s'engagent à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

## **ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base des critères suivants :

<b>Indicateurs</b>	<b>Cible 2024</b>
Nombre de repas distribués aux jeunes de 18 à 25 ans en 1 an	70 000
Nombre de jeunes de 18 à 25 ans concernés en 1 an	800

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec Les Restaurants du Cœur du Var afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, Les Restaurants du Cœur du Var s'engagent à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES**

En cas d'inexécution par Les Restaurants du Cœur du Var de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité Les Restaurants du Cœur du Var à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants des Restaurants du Cœur du Var à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

## **ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

## **ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT**

La convention est conclue pour l'année 2024.

En cas de demande de renouvellement, Les Restaurants du Cœur du Var procéderont au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

## ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

Les Restaurants du Cœur du Var s'engagent à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée. Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

## ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## **ARTICLE 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

## **ARTICLE 15 : ANNEXES**

La présente convention comporte 1 annexe :

- Annexe I : fiche action.

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole  
Toulon Provence Méditerranée

L'association Les Restaurants du Cœur du  
Var

Jean-Pierre GIRAN

Sophie SPILLIAERT

**FICHE D'INSTRUCTION DEMANDE DE SUBVENTION 2024**

Service Jeunesse et Proximité

**Porteur de projet :**

Les Restaurants du Cœur du Var

**Adresse :** 277, Avenue Joseph-Louis Lambot

ZI La Garde – BP 80558 - 83042 TOULON Cedex 9

**Présidente :** Sophie SPILLIAERT

Tel : 06 60 69 34 68

Mail : [ad83.president@restosducoeur.org](mailto:ad83.president@restosducoeur.org)

**Contact :** Anne Robin

Tel : 04 94 08 07 09 | 06 70 88 07 82

Mail : [ad83.subventions@restosducoeur.org](mailto:ad83.subventions@restosducoeur.org)

**Intitulé de l'action :** Lutte contre la précarité alimentaire par l'achat de denrées alimentaires pour les personnes en situation de précarité et notamment les jeunes de 18 à 25 ans.

Nombre de salariés de la structure : 1

Total : 1 ETP.

**ACTION : Lutte contre la précarité alimentaire focus 18-25 ans**

**Axe d'intervention TPM :**

Jeunesse et Proximité : lutte contre la précarité alimentaire.

**Montant demandé 2024 :** 14 000 €

**Typologie du public :**

Personnes en grande précarité, dont les jeunes de 18 à 25 ans

**Rayonnement de l'action/Communes concernées :**

Secteur d'intervention dans les 8 centres de distribution du périmètre métropolitain : Hyères, La Crau, La Garde, La Valette du Var, Toulon Ville, Toulon La Florane, La Seyne sur Mer, Six-Fours-les-Plages.

**Action :** renouvellement, focus 18-25 ans.

**Objectif de l'action :**

**Objectifs poursuivis par l'action**

Cette action a pour objectif d'aider et d'apporter, sur le territoire de la métropole, une assistance bénévole aux jeunes de 18 à 25 ans en difficulté, en luttant contre la pauvreté et l'exclusion, notamment dans le domaine alimentaire par la distribution de denrées qui composent des repas complets et équilibrés, et de manière générale par une action vers l'insertion dans la vie sociale et l'activité économique.

Public cible	Territoire
Jeunes du 18 à 25 ans	Ensemble du territoire de TPM

Calendrier	
Date de mise en place	Durée
1 <sup>er</sup> janvier 2024	1 an renouvelable

## SUIVI – EVALUATION

L'Association rendra compte à la Métropole TPM de ses activités. Un suivi sera réalisé annuellement. A cet effet, l'association s'engage à lui fournir, un bilan annuel : un rapport d'activité sous la forme **d'un bilan d'ensemble qualitatif et financier de la mise en œuvre de l'activité subventionnée comprenant les éléments suivants** :

### Indicateurs de référence, de suivi et de résultat

Indicateurs	Cible 2024
Nombre de repas distribués aux jeunes de 18 à 25 ans en 1 an	70 000
Nombre de jeunes de 18 à 25 ans concernés en 1 an	800

**Moyens humains pour cette action** : ≈ 700 bénévoles travaillent dans les centres des Restos du Cœur sur TPM.

## PLAN DE FINANCEMENT DE L'ACTION

**Budget de l'action** : 1 repas distribué par les Restos du cœur revient à 1,07 € à l'association donc les repas distribués aux jeunes de 18 à 25 ans sur TPM reviennent à 74 900 €

Dépenses prévisionnelles 2024	Recettes prévisionnelles 2024
74 900 €	74 900 €
Repas distribués 74 900 €	Subvention TPM 14 000 €
	Département 25 000 €
	Région SUD 13 000 €
	Communes de TPM 14 100 €
	Autres donateurs privés 8 800 €

Montant demandé par les Restaurants du cœur	14 000 €.
<b>Montant proposé par le service Jeunesse et Proximité</b>	<b>14 000 €</b>

## Avis de la Commission

☐ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Avis favorable sous conditions